



CTB



RAPPORT ANNUEL 2011

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU
MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE
L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (AIMAEP)

BEN 08 016 11

ABRÉVIATIONS	4
1 FICHE PROJET	5
2 RESUME	6
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.2 POINTS SAILLANTS	7
2.3 RISQUES CLE.....	9
2.4 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLE	10
3 ANALYSE DE L'INTERVENTION	11
3.1 CONTEXTE	11
3.1.1 <i>Evolution du contexte</i>	11
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i>	12
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i>	12
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i>	13
3.2 OBJECTIF SPECIFIQUE	14
3.2.1 <i>Indicateurs</i>	14
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i>	15
3.2.4 <i>Critères de qualité</i>	15
3.2.5 <i>Impact potentiel</i>	16
3.2.6 <i>Recommandations</i>	16
3.3 RESULTAT 1	17
3.3.1 <i>Indicateurs</i>	17
3.3.2 <i>Bilan activités</i>	17
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i>	20
3.3.5 <i>Critères de qualité</i>	20
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i>	22
3.3.7 <i>Recommandations</i>	22
3.4 RESULTAT 2.....	23
3.4.1 <i>Indicateurs</i>	23
3.4.2 <i>Bilan activités</i>	23
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
3.4.4 <i>Risques et hypothèses</i>	25
3.4.5 <i>Critères de qualité</i>	25
3.4.6 <i>Exécution budgétaire</i>	25
3.4.7 <i>Recommandations</i>	26
3.5 RESULTAT 3.....	27
3.5.1 <i>Indicateurs</i>	27
3.5.2 <i>Bilan activités</i>	27
3.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
3.5.4 <i>Risques et hypothèses</i>	28
3.5.5 <i>Critères de qualité</i>	29
3.5.6 <i>Exécutions budgétaire</i>	29

3.5.7	<i>Recommandations</i>	29
4	THEMES TRANSVERSAUX	30
4.1	GENRE	30
4.2	ENVIRONNEMENT	30
5	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL & SUIVI	31
6	LEÇONS APPRISES	32
7	ANNEXES	33
7.1	CADRE LOGIQUE	34
7.2	ACTIVITES M&E	39
7.3	BENEFICIAIRES	39
7.4	RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)"	41
7.5	PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1 2012	46

Abréviations

ABéProFA	Agence Béninoise de Promotion des Filières Agricoles
ABSSA	Agence Béninoise de
AIMAEP	Appui institutionnel au MAEP
AOF	Attribution, organisation et Fonctionnement
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CeRPA	Centre Régional de Promotion Agricole
CTB	Agence Belge de Développement
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DTF	Dossier Technique et Financier
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
LCSSA	Laboratoire Central de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments
PAEX	Programme d'Appui en Expertises à l'Etat béninois
PADSA	Programme d'Appui au Développement du Secteur Agricole
PONADeC	Politique nationale de décentralisation/déconcentration
PNIA	Programme National d'Investissements Agricoles
ProCGRN	Programme de Conservation et de Gestion des Ressources Naturelles
PTAB	Plan de Travail annuel budgétisé
RCPA	Responsable Communal de Promotion Agricole
UGP	Unité de Gestion de Projet
SMCL	Structure mixte de concertation locale
M&E	Monitoring and Evaluation
SE	Suivi-évaluation

1 Fiche projet

Nom Projet	Projet d'Appui Institutionnel au MAEP
Code Projet	08 016 11
Zone d'intervention	Ensemble du territoire béninois
Budget (contribution belge)	3.500.000 euros
Budget (contribution béninoise)	201.600 euros
Personnes clés	SGM, Responsables Composantes, Assistants Techniques
Instance Partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Date signature Convention Spécifique	29 décembre 2008
Durée de la Convention Spécifique	60 mois
Date Convention de mise en œuvre	26 janvier 2009
Durée de la mise en œuvre	48 mois
Groupes cibles	Cadres du Secrétariat Général, des Directions Techniques et Centrales du MAEP, cadres des CeRPA et techniciens de contrôle et d'encadrement des CeCPA.
Objectif Globale	Les moyens d'existence des ménages ruraux sont sécurisés et la contribution du secteur agricole à la croissance économique du pays est augmentée par la mise en œuvre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles.
Objectif Spécifique	Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières agricoles
Résultats intermédiaires	1 Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières
	2 Les CeRPA jouent un rôle clé dans la promotion des filières au niveau régional et local
	3 Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles

NB : A partir de 2012, la contribution belge passera de 3.500.000 euros à 4.678.451,93 euros après deux échanges de lettres respectivement de 178.451,93 (transfert du FAFA MC) et 1.000.000 (réserve budgétaire PIC).

2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique : Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières agricoles.	B	B	C
Résultat Intermédiaire 1 : Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières	A	B	C
Résultat Intermédiaire 2 : Le CeRPA joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles au niveau régional et local	B	B	B
Résultat Intermédiaire 3 : Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles	B	A	B

(A : Très bonne performance, B : Bonne performance, C : performance assortie de problème, D : absence de performance)

Budget

(a) Contribution de la partie belge

	Budget K.Euros	Dépense 2009 (K.euro)	Dépense 2010 (K.euro)	Dépense 2011 (K.euro)	Dépenses totales année N (K.euro) (31/12/2011)	Solde budget (K.euro)	Taux d'exécution
Régie	1 573	0,220	0,263	0,335	0,818	0,755	52%
Co-gestion	1 927	0,68	0,319	0,695	1.082	0,845	56%
Total	3 500	0,288	0,582	1.030	1.899	1.601	54%

(b) Contribution de la partie béninoise

	Budget K.Euros	Dépense 2009 (K.euro)	Dépense 2010 (K.euro)	Dépense 2011 (K.euro)	Dépenses totales année N (K.euro) (31/12/2011)	Solde budget (K.euro)	Taux d'exécution
Fonds de contrepartie nationale	201,6	0	0	179,455	179,455	22,144	78%

2.2 Points saillants

Par rapport à la planification 2011, Le niveau de réalisation atteint est de l'ordre de 100% démontrant ainsi que l'exécution du projet est en phase de croisière. L'appréciation générale des réalisations du projet en 2011, par résultat intermédiaire, peut être déclinée à travers ses différents axes d'interventions correspondant à des résultats directs spécifiés dans le contenu de son DTF.

Par rapport à la Composante n°1, les réalisations s'articulent autour de trois axes d'interventions majeures qui correspondent à des résultats directs tels que spécifiés au DTF : (i) l'amélioration du mode d'organisation du MAEP ; (ii) l'amélioration de son mode de fonctionnement du MAEP (iii) développement des capacités techniques du MAEP en matière de capitalisation et de promotion des filières agricoles.

*Les réflexions engagées sur **le cadre organisationnel du MAEP sont en cours de finalisation**. En effet ces travaux ont abouti à des produits majeurs : (i) l'ABSSA est officiellement créée par Décision du Conseil des Ministres ; (ii) un avant projet de Décret portant attribution, organisation et fonctionnement du MAEP est défini et soumis à la validation des acteurs du secteurs ; un avant projet de Décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence béninoise pour la promotion des filières agricoles (ABeProFA) est élaboré et sera soumis à la validation des acteurs du secteur. Selon la feuille de route énoncée par le MAEP, tous ces documents de restructuration du cadre organisationnel du MAEP seront validés par les acteurs du secteur et transmis en conseil des Ministres avant la fin du mois de février 2012.*

Le mode de fonctionnement des structures du MAEP central a connu des changements perceptibles au regard des réalisations concrètes enregistrées : (i) la cellule environnement est rendue opérationnelle ; (ii) un avant projet de document sur l'opérationnalisation de la politique nationale de promotion du genre dans la mise en œuvre du PSRSA, assorti d'une feuille de route, est disponible ; (iii) les relations fonctionnelles entre les structures centrales et les structures déconcentrées du MAEP se sont améliorés grâce des échanges d'informations sur les stratégies nationales, les outils et les méthodes. (iv) Le pilotage sectoriel s'améliore progressivement, grâce à l'opérationnalisation d'un système de suivi-évaluation axée sur les résultats du secteur agricole, la tenue de la revue sectorielle ainsi que le renforcement des capacités du personnel en planification, suivi-évaluation et analyse prospective ; (v) un processus de réflexions stratégiques et de prospective est en train de s'intensifier à travers la tenue régulières

d'ateliers de réflexion sur les mesures réformes institutionnelles et organisationnelles à opérer. En outre l'exercice des fonctions de management des ressources humaines connaît des améliorations grâce à l'approbation d'un nouveau plan de formation du personnel du MAEP ainsi que l'amorce d'un processus de renforcement des capacités des ce dernier en gestion administrative.

Le renforcement des capacités du personnel du MAEP central en techniques de capitalisation et d'approche filières a connu des avancées significatives au regard des réalisations suivantes (i) 9 cadres issus des directions centrales maîtrisent les techniques de capitalisation et valorisent leur savoir-faire ; (iii) 41 cadres du MAEP / CeRPA sont familiers au concept et approche filière ; (iv) 60 cadres maîtrisent la méthode value-links dans l'analyse des filières agricoles ; (v) le centre de documentation du MAEP est rendu fonctionnel, accessible en ligne et fréquenté par différentes catégories d'utilisateurs..

Par rapport à la composante n°2, les axes d'interventions sont à l'image de ceux qui sont déclinés au niveau central. S'agissant du **cadre organisationnel des CeRPA**, un livrable est obtenu au cours de l'exercice 2011. Il s'agit de l'élaboration d'un avant projet portant modification des statuts des CeRPA. Ce document soumis à l'amendement des acteurs du secteur avant sa transmission officielle au Gouvernement pour examen et approbation. **Le mode de fonctionnement des CeRPA** connaît des améliorations progressives importantes en matière de développement de développement institutionnel en général et l'exercice de ses fonctions de coordination sectorielle régionale en particulier. En effet, les réalisations menées ont permis d'aboutir à des produits tangibles ci-après : (i) une meilleure connaissance des acteurs régionaux de promotion des filières agricoles grâce à la disponibilité de deux répertoires régionaux ; (ii) un rôle central de deux CeRPA dans l'animation d'espaces de dialogue et de concertation entre les acteurs de promotion des filières agricoles (ii) la fonctionnalité du système de suivi-évaluation axé sur les résultats grâce au renforcement des capacités des agents en planification, suivi-évaluation, l'opérationnalisation de la base de données ainsi que la dotation des six CeRPA et vingt cinq CeCPA en équipements informatiques. En outre nous devons souligner le développement des relations fonctionnelles entre les CeRPA et les structures centrales à travers des échanges d'information sur les stratégies nationales et les outils et méthodes spécifiques. .En matière de **renforcement des capacités techniques des CeRPA**, des livrables sont également rendus disponibles : (i) un rapport assorti d'une feuille de route sur le système de formation permanente en conseil agricole ; (i) un rapport d'atelier et des recommandations opérationnelles d'un atelier de réflexion sur le rôle des RCPA dans l'assistance conseil aux communes. Cette rencontre jette les bases d'une réflexion stratégique sur la nécessité d'une meilleure prise en

compte de la politique nationale de décentralisation et de déconcentration dans la mise en œuvre du PSRSA. Rappelons que les cadres des CeRPA ont bénéficié des acquis des formations relatives à la gestion administrative, l'approche filières et le value – links.

Au niveau de la composante n°3, la conception des réformes globales du système de promotion des filières agricoles connaît des avancées significatives. En effet, les avant projets de la quasi-totalité des documents des réformes institutionnelles en matière de promotion des filières agricoles sont élaborés à travers un dialogue politique sectoriel au sein du Comité de pilotage de la feuille de route post – table ronde et groupes de travail ad' hoc. Ainsi les produits suivants sont rendus disponibles : (i) le PSRSA et ses documents connexes est adopté en conseil des ministres et internalisé en séminaire gouvernemental ; (ii) les statuts de l'ABSSA sont adoptés en conseil des ministres ; (iii) des appuis techniques et financiers pour l'opérationnalisation de l'ABSSA sont recherchés à travers un addendum au DTF d'AIMAEP approuvé par la SMCL et un projet d'appui au secteur privé dont la composante 1, qui sera exécutée par la CTB est en instance de démarrage ; (ii) un avant projet de décret pour la création de l'ABeProFA ; (iii) les résultats d'un atelier d'internalisation du cadre programmatique du PSRSA et de définition des mécanismes d'articulation des projets du portefeuille actif du MAEP. (iii) La finalisation et la diffusion de l'étude sur le recueil des textes législatifs et réglementaires sur la promotion des filières agricoles.

2.3 Risques clé

Risque	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)	Mesures d'atténuation
		Décrire	Score		
Le programme national d'investissement agricole issu du PSRSA n'est pas finalisé	Elevé	Pour le moment, les orientations stratégiques du PSRSA ne se traduisent pas en actions concrètes de promotion des filières agricoles.	Elevé	D	Intensifier le plaidoyer auprès de la DPP et du SGM
Le nouveau cadre organisationnel du MAEP n'est pas adopté	Elevé	Inadéquation entre cadre organisationnel actuel du MAEP et les orientations stratégiques du PSRSA	Elevé	D	Intensifier le lobbying et le plaidoyer auprès du Cabinet MAEP
Le nouveau cadre	Elevé	Les instances de dialogue participatif et	Elevé	D	Susciter la mise en place d'un comité ad'

Risque	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)	Mesures d'atténuation
		Décrire	Score		
institutionnel de mise en œuvre du PSRSA n'est pas adopté		inclusif en matière de promotion des filières agricoles ne seront pas viables			hoc en vue de faire accélérer le processus de mise en place du cadre et de nomination d'un Secrétaire Permanent.
Retards importants dans les procédures administratives d'échanges de lettres relatives aux augmentations budgétaires)	Elevé	Un retard important dans les échanges de lettres relatifs aux augmentations budgétaires (1.178,451 euros) risque d'entraîner un mauvais taux d'exécution physique et financière en 2012.	Elevé	D	Poursuivre le plaidoyer au niveau du MAEP pour la publication du Décret portant création ABSSA et un lobbying auprès des Attachés de Coopération.

NB : A : risque acceptable, B : Assurer le suivi du risque, C&D : Réduire le risque

2.4 Leçons apprises et recommandations clé

Leçon apprise	Public cible
La conception des réformes institutionnelles a été plus laborieuse que prévue dans le DTF (3 ans environ au lieu d'une année). Cette situation confirme les hypothèses de risques du DTF notamment le caractère politique de l'intervention et l'influence des facteurs exogènes par rapport au rythme d'exécution.	HQ CTB.

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Accélérer le rythme d'avancement des réformes en adoptant les projets de Décrets relatifs à l'AOF du MAEP, le cadre institutionnel du PSRSA tout en validant le PNIA	3.2.3,	MAEP	Q1 2012

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.1 Evolution du contexte

Le contexte institutionnel du projet est toujours caractérisé par une réforme institutionnelle en cours de conception avec une large implication des acteurs du secteur. Cette réforme a connu une accélération grâce à une volonté politique sans cesse réaffirmée par les décideurs du MAEP et le Gouvernement.

Le caractère multi-acteur et multisectoriel des réformes en matière de promotion des filières agricoles exige un dialogue politique sectoriel de qualité dont l'opérationnalisation constitue un défi majeur à relever. Il en est de même pour l'opérationnalisation du plan stratégique de relance du secteur agricole en actions concrètes au profit des populations béninoises. L'aboutissement des travaux menés pour la définition et l'opérationnalisation du cadre institutionnel de mise en œuvre du PSRSA permettront de relever ces défis.

Toute cette réforme impliquera un changement profond du pilotage et de la coordination sectorielle exercée par le MAEP notamment un recentrage de son rôle, de ses missions et une adéquation de ses structures aux orientations du PSRSA et son cadre institutionnel. La gestion axée sur les résultats, le développement des ressources humaines, le renforcement des capacités des acteurs et le changement de comportement individuels et collectifs, constituent les défis majeurs en matière de management du nouvel organigramme du MAEP. Par ailleurs, la décentralisation et la déconcentration sont des principes d'intervention important pour la réforme administrative du MAEP. De plus en plus il y a une prise de conscience générale sur la nécessité de responsabiliser davantage les CeRPA et CeCPA et de respecter les compétences dévolues aux communes. Cette prise de conscience devra se traduire par un partage de rôle très clair entre le niveau central et le niveau déconcentré du MAEP. La responsabilisation pleine et entière des CeRPA, CeCPA, Communes et autres acteurs du secteur pour la mise en œuvre des plans d'actions, programmes, projets et actions concrètes issues du PSRSA constituent des défis majeur à relever.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Score : très approprié

Le projet AIMAEP bénéficie d'un ancrage institutionnel au sein du Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Ce positionnement est idéal pour l'appui méthodologique et technique ainsi que le soutien financier pour l'appui aux réformes institutionnelles globales du secteur agricole mais également pour le renforcement des capacités des structures centrales et déconcentrées du MAEP dans l'exercice de leurs rôle régaliens. Le secrétariat général apparaît comme la structure technique adaptée pour impulser toute cette dynamique de réforme sectorielle et de changement de comportement des cadres et agents du MAEP.

L'unité de gestion et la cellule du projet sont parfaitement intégrés au sein du Secrétariat Général du MAEP. Les experts nationaux et assistants techniques agissent comme des conseillers techniques en appui méthodologiques et techniques aux différentes structures du MAEP porteuses des initiatives et responsabilisées dans la programmation des activités à mener en matière de renforcement des capacités. Le degré de confiance, d'estime acquis au bout de ces deux premières années d'exécution du projet créent les conditions d'une complicité agissante pour l'atteinte des résultats escomptés dans le cadre du projet AIMAEP. Cette qualité des relations fonctionnelles entre les membres de l'UGP AIMAEP et l'ensemble des structures du MAEP est à mettre à l'actif des décideurs du MAEP (Ministre, Directeur de Cabinet, Secrétaire Général du MAEP, Directeurs des structures centrales et déconcentrées du MAEP). Certes l'équipe AIMAEP y a également contribué grâce à la qualité de sa facilitation du processus de changement institutionnel en cours.

3.1.3 Modalités d'exécution

Score: Approprié

Les dépenses du projet AIMAEP s'exécutent en régie et en cogestion. L'exécution des dépenses en régie s'est réalisée sans difficultés majeure. Il est important de souligner que l'essentiel des dépenses du projet sont réalisées en cogestion et donc selon les normes et procédures de gestion administrative et financière en vigueur au MAEP. A ce niveau il est à remarquer que le nouveau code de marchés publics adopté par le Gouvernement n'est pas encore d'application au MAEP. D'où un contexte de passation de marchés publics caractérisé par les lenteurs administratives préjudiciable à l'amélioration de la capacité d'absorption des financements du secteur agricole. Tenant compte de ce contexte, l'équipe d'AIMAEP a anticipé le lancement des procédures de passation

de ses marchés.. Cette mesure lui a permis d'exécuter les dépenses en gestion sans grandes difficultés.

Cependant il est important de faire remarquer que la procédure administrative de changement du mandat de gestion des signataires des comptes bancaires (par la CTB Siège) est particulièrement lente. Cette lenteur administrative a des conséquences au niveau de l'unité de gestion de projet qui n'était plus en mesure de signer des chèques et virement bancaires durant 45 jours.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

Le projet AIMAEP est parfaitement cohérent et aligné au « programme administration et gestion du secteur » du MAEP. De part cette cohérence et son ancrage institutionnel, le projet AIMAEP joue un rôle important dans l'animation du « pool d'assistance technique au MAEP ». Cet espace de concertation et de dialogue libre permet de créer les conditions d'une plus grande complémentarité et synergies entre les projets d'appui au secteur agricole financés par différents PTF. Ainsi au cours de l'exercice 2011, le projet AIMAEP (Coopération Belge), le PADSAIL (Coopération Danoise) et le ProCGRN (Coopération Allemande) ont uni leurs efforts pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole axé sur les résultats. A l'initiative d'AIMAEP, une convention de collaboration est signée entre les représentations au Bénin de la CTB et la GIZ afin d'impulser une nouvelle dynamique de complémentarité et de synergie d'interventions dans le secteur agricole. De part son ancrage institutionnel au MAEP, le projet est approprié par son partenaire qui s'est engagé (dans son CDMT) à contribuer au financement d'AIMAEP bien au-delà du seuil minimum fixé par le DTF. Enfin le projet AIMAEP contribue à la recherche d'une plus grande synergie et complémentarités entre projets de la coopération belge dans le secteur agricole dans une optique d'approche programme.

3.2 Objectif spécifique

3.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique: Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières agricoles.						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Au moins 70% des participants aux revues annuelles du secteur agricole estiment que le MAEP est performant dans l'exercice de ses fonctions régaliennes (pilotage, régulation, contrôle)	28%	30%	ND	40%	70%	L'inadéquation du cadre organisationnel du MAEP avec les orientations stratégiques du PSRSA constitue un facteur limitant pour l'atteinte de l'objectif spécifique.
Au moins 80% d'agents de base, techniciens et cadres de CeRPA appliquent des démarches, méthodes et outils dans l'exercice de leurs fonctions d'appui-conseil aux acteurs du secteur agricole	49%	50%	ND	60%	80%	

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet AIMAEP est sur la trajectoire de l'atteinte de l'objectif spécifique malgré les conditions critiques liées à son environnement institutionnel. La transformation des produits en résultats directs, puis en résultats intermédiaires et enfin en Outcome, revêt une dimension diachronique à ne pas négliger. Dans le contexte d'un projet d'appui institutionnel à une administration publique dans le cadre d'une réforme multidimensionnelle, il faut du temps pour changer des attitudes et des comportements des acteurs d'une part et pour concevoir et mettre en œuvre des réformes structurelles profondes tout en sachant qu'il y aura des pesanteurs et des résistances qui leurs sont inhérentes.

En 2011, les efforts du projet ont été concentrés à la fois sur (i) l'accompagnement du MAEP pour la finalisation des réflexions stratégiques sur le PSRSA, le cadre organisationnel du MAEP et sur (ii) le renforcement des capacités managériales et techniques des structures et du personnel du MAEP. Par rapport à ce dernier aspect, il y a lieu de souligner les limites d'une quantification des indicateurs. En effet, le projet AIMAEP s'adapte davantage à des indicateurs qualitatifs que quantitatifs. Etant axé sur le renforcement des capacités et un changement de comportement du personnel du MAEP, la relation de cause à effet pour déterminer les effets et impacts net du projet est très discutable. C'est

pourquoi le projet se tourne désormais vers l'utilisation, complémentaire de l'approche outcome mapping pour pouvoir apprécier le degré de réalisation des incidences visées.

3.2.3 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Le plan stratégique de relance du secteur agricole et son programme d'investissement sont élaborés et mise en œuvre	Elevé	Retard dans traduction des orientations stratégiques en actions concrètes de promotion des filières agricoles et de changement de culture organisationnelle du MAEP	Elevé	D

NB : A : risque acceptable, B : Assurer le suivi du risque, C&D : Réduire le risque

3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	La performance du projet dans l'exécution de son plan de travail annuel et budget est appréciable.
Effizienz	B	Des produits de qualité susceptibles de se traduire en résultats et outcome sont obtenus. Les avantages escomptés sont supérieurs aux dépenses engagées.
Durabilité	C	Les acquis du projet ne seront valorisés durablement qu'après l'adoption du nouveau cadre organisationnel du MAEP et du cadre institutionnel de mise en œuvre du PSRSA
Pertinence	A	Le projet est adéquation avec les orientations nationales, besoins et aspiration de la population cible

NB : A : Très bonne performance, B : Bonne performance, C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prise, D : Absence de performance / difficultés majeures : des mesures sont nécessaires

3.2.5 Impact potentiel

Dans les projets d'appui institutionnels les changements structurels et durables sont généralement très lents et sont difficiles à percevoir et à analyser. Par ailleurs, il est difficile voir impossible de raisonner en termes d'effets / impacts nets à cause notamment des lacunes d'attribution d'une part. Certes la logique d'intervention est toujours valable. Mais c'est le raisonnement linéaire, basé sur des relations de cause à effets de la méthode cadre logique qui trouve toutes ses limites dans l'analyse qualitative d'un projet d'appui institutionnel à une administration publique.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Finaliser le projet de Décret portant attribution, organisation et fonctionnement du MAEP afin de le rendre cohérent avec les orientations stratégiques du PSRSA	3.2.4	MAEP	1 ^{er} Trimestre 2012
Accélérer l'opérationnalisation du PSRSA en programme d'investissement, plans d'actions, projets et actions concrètes	3.2.3	MAEP	1 ^{er} Trimestre 2012

3.3 Résultat 1

3.3.1 Indicateurs

Résultat 1: Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Au moins 70% des cadres et agents du MAEP apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme du MAEP institué dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme	0%	0%	60%	70%	75%	Le Décret portant attribution, organisation et fonctionnement du MAEP en vigueur depuis 2006 n'a pas été changé
Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de missions des directions techniques et directions centrales du MAEP atteint 75%	41%	50%	60%	70%	75%	Les lettres et contrats de performances ne sont pas élaborés et signés. Le suivi porte sur le taux de réalisation physique et financière.
42 cadres et agents du MAEP maîtrisent les concepts, approches et techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument	2	0	50	30	42	Les formations en value links et sur l'approche filières ont touché des cadres MAEP /CeRPA
Chaque année, au moins une bonne pratique de promotion des filières agricoles est capitalisée et diffusée	0	0	1	1	4	1 pratique capitalisée : partenariat public privé
Les résultats d'études prospectives et de capitalisation alimentent la concertation multi-acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies opérationnelles de promotion des filières agricoles	0	0	1	2	2	Les résultats de la capitalisation ont alimenté les réflexions sur la note stratégique sur le partenariat public privé

3.3.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A0101 Compléter l'audit organisationnel du MAEP		X			
A0102 Accompagner le processus de réforme (organisationnelle) interne au MAEP /CeRPA			X		Faire adopter les documents
A0201 Mettre en place un système d'information utile aux prises de décisions	X				
A0202 Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités techniques des cadres en management et de gestion du changement au profit des agents du MAEP au niveau central et intermédiaire		X			
A0301 Mettre en place un mécanisme de capitalisation et de diffusion d'expériences	X				
A0302 Renforcer les capacités d'étude et d'analyse prospective du MAEP (DPP)		X			
A0303 Renforcer les connaissances techniques des agents du MAEP sur les concepts et outils liés à l'analyse des filières agricoles		X			

NB : A : les activités sont en avance ; B : les activités sont dans les délais ; C : les activités sont retardées, D les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois).

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le renforcement des capacités organisationnelles, managériales et techniques des structures centrales du MAEP, connaît une amélioration qualitative se traduisant par :

- L'élaboration d'un avant projet de Décret portant attribution, organisation et fonctionnement du MAEP au niveau central et déconcentré ;
- L'opérationnalisation de la Cellule Environnement à travers un appui à sa planification, au démarrage de ses activités de sensibilisation environnementale ainsi qu'au renforcement de ses capacités dans la prise en compte des changements climatiques. Concrètement la cellule a animé des sessions de sensibilisation des acteurs de promotion des filières agricoles au niveau de toutes les régions. En outre, son responsable a bénéficié d'une formation sur l'intégration des considérations liées aux changements climatiques dans les projets de développement rural ;
- L'accompagnement de la Cellule Femme pour le Développement Agricole et Rural pour l'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'institutionnalisation du genre dans le secteur agricole. Ainsi donc un avant projet plan d'action sur l'opérationnalisation de la PNPG dans le secteur agricole est disponible ;
- L'accompagnement du Secrétariat Général du MAEP dans l'organisation de réunions stratégiques en rapport avec les réformes nécessaires pour le bon fonctionnement du cadre organisationnel du MAEP. C'est ainsi que les ateliers suivants ont été organisés avec l'appui d'AIMAEP : (i) atelier bilan du MAEP dans l'exercice de sa mission et de ses fonctions ; (ii) réunion technique sur les mesures de restructuration du Secrétariat Général du MAEP ; (iii) atelier de validation de la stratégie nationale de développement de la riziculture, (iv) les réunions techniques mensuelles du MAEP ;
- Une contribution au processus de création de l'ABSSA notamment par l'appui à l'analyse des résultats des études techniques et juridiques réalisées, les réunions du cadre de concertation ainsi que l'élaboration de la composante appui à la sécurité sanitaire et phytosanitaire des aliments du projet d'appui au secteur privé qui

sera financé par l'UE et exécuté par la CTB. En outre l'équipe d'AIMAEP a réalisé un addendum à son DTF afin de prendre en compte l'institutionnalisation de l'ABSSA. Par ailleurs elle a pris une part active dans le processus de finalisation des statuts de l'ABSSA approuvé par le Gouvernement ;

- L'accompagnement du MAEP dans l'organisation des revues annuelles du secteur agricole comme instrument de reddition des comptes vis-à-vis des acteurs du secteur et de ses partenaires. C'est ainsi que deux revues sectorielles ont été organisées avec l'appui d'AIMAEP ;
- L'opérationnalisation du système de suivi-évaluation axé sur les résultats grâce à (i) l'opérationnalisation des indicateurs de suivi, (ii) la finalisation des études de références, (iii) la gestion d'une base de donnée informatisée, (iv) ainsi que l'élaboration et le démarrage de la mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités y afférents ;
- La méthode Outcome mapping ou cartographie des incidences a été implémentée au sein du projet. Les cadres d'AIMAEP et leurs partenaires limitrophes ont été formés sur la cartographie des incidences et ont élaboré un document de planification selon cette méthode ;
- 15 cadres du MAEP ont été formés à l'utilisation d'un modèle d'analyse prospective du secteur agricole ; Il s'agit du modèle de simulation en équilibre partiel du secteur agricole ;
- Un plan de formation 2011-2013 du personnel du MAEP est élaboré et validé ;
- 279 cadres du MAEP central et CeRPA ont été formé en gestion administrative ;
- 41 cadres du MAEP central et CeRPA ont suivi une formation sur « le concept et approche filières et chaînes de valeur » ;
- 60 cadres des CeRPA et projet CTB du secteur ont suivi une formation de base sur la méthode value – links ;
- 9 cadres du MAEP formés en techniques de capitalisation ont utilisés leurs savoirs faire à travers (i) la réalisation de deux études

sur le partenariat public – privé dans la promotion des filières riz et maraîchage dans le cadre du FAFA Mono-Couffo ; (ii) la formation des membres de l'équipe opérationnelle du PAPDC aux techniques de capitalisation.

- Le centre de documentation du MAEP est entièrement modernisé, accessible et rendu fonctionnel.

3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Un nouveau cadre organisationnel du MAEP compatible avec les orientations du plan stratégique de relance du secteur agricole est appliqué	Elevé	La non adoption d'un nouveau cadre organisationnel créera un déphasage avec les orientations stratégiques du PSRSA.	Elevé	D
Adoption par les structures centrales d'une culture de gestion axée sur les résultats dans la gestion administrative courante.	Moyen	La perpétuation des pratiques de gestion actuelles peut compromettre les performances des structures du MAEP dans l'atteinte des objectifs du PSRSA.	Elevé	C
Maintien de la dynamique de la concertation multi-acteurs impulsée dans le cadre de la mise en œuvre du PNIA/PSRSA	faible	L'arrêt de la dynamique actuelle de dialogue sectoriel participatif et inclusif peut compromettre la réussite de la mise en œuvre du PSRSA	Elevé	B

NB : A : risque acceptable, B : Assurer le suivi du risque, C&D : Réduire le risque

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	
Efficience	A	Les délais de programmation sont respectés et les résultats escomptés sont atteints à des coûts raisonnables
Durabilité	C	Les risques et hypothèses pèsent lourdement sur la durabilité des réalisations
Pertinence	A	Les réalisations répondent aux besoins et aspirations

		de la population cible et s'articulent parfaitement avec les orientations nationales
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------

NB : A : Très bonne performance, B : Bonne performance, C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prise, D : Absence de performance / difficultés majeures : des mesures sont nécessaires

3.3.6 Exécution budgétaire

Budget	Dépenses 2009-2010 (euros)	Dépenses 2011 (Euros)	Dépenses totales année N (31/12/2011)	Solde budget	Taux d'exécution
781.000	107 284,51	404 654,8	511 939,31	269 060,69	65,55%

3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Transmettre au Gouvernement un avant projet de Décret portant AOF du MAEP.	3.3.4	MAEP	Q1 2012
Acceptation de la gestion axée sur les résultats dans le management opérationnel des nouvelles structures du MAEP	3.3.4	MAEP	Q2 2012

3.4 Résultat 2

3.4.1 Indicateurs

Résultat 2: Le CeRPA joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles au niveau régional et local						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
75% des cadres et agents des CeRPA apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme	0	0	0	50	75	Organigramme pas validé
Le taux d'exécution du PTAB des CeRPA MC / AD dépasse 80%	75,62	80%	?	90	100	Chiffre indisponible
Le taux d'exécution des contrats de performance et lettres de mission des deux CeRPA atteint 75%	46%	60%	65%	65%	75%	Pas de contrats de performance
165 agents de CeRPA / CeCPA maîtrisent les concepts, approches et techniques filières et s'y investissent	8	0	41	150	165	
Un dispositif efficace et performant du conseil agricole mobilise 350 agents et techniciens répond aux besoins d'appui – conseil des structures de promotion des filières agricoles à la base	0	0	0	1	1	

3.4.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A0401 Accompagner le processus de réforme interne des CeRPA		X			
A0501 Mettre en place des formations sur le suivi-évaluation et la planification axée sur les résultats		x			
A0502 Accompagner deux CeRPA dans le cadre d'une plus grande autonomie de gestion financière liée à la rationalisation des investissements publics sur le terrain				X	Disponibilité de la DRFM pour le portage de l'activité
A0601 Réaliser un répertoire d'acteurs de promotion des filières agricoles et le diffuser	X				
A0602 Développer un système de formation permanente pour les agents des CeRPA		X			
A0603 Assurer la mise en place et le suivi des formations filières au sein de deux CeRPA		X			
A0604 Renforcer les CeRPA dans la promotion de la concertation et du dialogue multi-acteurs		X			

NB : A : les activités sont en avance ; B : les activités sont dans les délais ; C : les activités sont retardées, D les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois), des mesures correctives majeures sont requises.

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Par rapport au renforcement des capacités des CeRPA (Composante 2), les activités menées ont permis de générer des produits et résultats appréciables :

- Les cadres de concertation des acteurs de promotion des filières agricoles dans le Mono – Couffo et l'Atacora / Donga sont fonctionnels ;
- Les répertoires des acteurs de promotion des filières agricoles de l'Atacora Donga et du Mono Couffo ont été finalisés et édités. Ainsi 2.891 acteurs ont été répertoriés dans l'Atacora – Donga et 1.770 autres dans le Mono – Couffo. Les activités préparatoires à l'élaboration de quatre autres répertoires ont été menées.
- Le système de suivi-évaluation du secteur agricole axé sur les résultats est implémenté : tous les points focaux du système de suivi-évaluation sont formés à l'utilisation des outils de planification et de suivi ; tous les CeRPA du pays sont dotés d'un ordinateur avec la base de donnée du système de suivi-évaluation ; 25 CeCPA issus des régions de l'Atacora Donga et le Mono – Couffo sont dotés de micro-ordinateurs et commencent à utiliser la base de donnée informatisée ;
- 261 cadres des six CeRPA ont bénéficié de formations sur l'utilisation des outils de planification axés sur les résultats.
- 249 cadres et agents issus des CeRPA ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur l'utilisation et la maîtrise des outils de suivi – évaluation axés sur les résultats à travers des ateliers régionaux ;
- Une étude sur le système de conseil agricole a été réalisée. Outre l'état des lieux du système, un plan de renforcement de capacités assorti d'une feuille de route est disponible ;
- Formation de 25 RCPA issus de l'atacora Donga et le Mono-Couffo ainsi que leurs partenaires (Maires, agents de développement local) sur leurs rôles dans l'assistance – conseil aux communes.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Le Décret AOF du MAEP de 2006 est inchangé	Elevé	Retard dans la mise en œuvre du nouveau cadre institutionnel de promotion des filières agricoles	Elevée	D
Absence de contrat de performance	Elevé	Faible performance des structures du MAEP particulièrement celle en charge de la promotion des filières agricoles	Moyen	C
Non Stabilité des cadres des CeRPA / CeCPA aux poste d'emploi (réduction du turn over des agents)	Elevé	Absence de capitalisation des actions de promotion des filières au sein des CeRPA	Elevé	D

NB : A : risque acceptable, B : Assurer le suivi du risque, C&D : Réduire le risque

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Respect de la programmation
Efficience	B	Réalisations performantes, dans les délais et à un coût acceptable
Durabilité	B	Les réalisations sont appropriées par les partenaires
Pertinence	A	Réalisations répondant aux besoins des cibles

NB : A : Très bonne performance, B : Bonne performance, C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prise, D : Absence de performance / difficultés majeures : des mesures sont nécessaires

3.4.6 Exécution budgétaire

Budget	Dépenses 2009-2010 (euros)	Dépenses 2011 (Euros)	Dépenses totales année N (31/12/2011)	Solde budget	Taux d'exécution
631.000	81 144,36	149 013,29	230 157,65	400 842,35	36,48%

3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Faire adopter l'avant projet de Décret relatif au cadre organisationnel du MAEP	3.4.4	MAEP	Q1 2012
Faire accepter le principe de signature de lettres de missions et contrats de performances à tous niveaux conformément aux orientations contenues dans le Décret type des Ministères.	3.4.4	MAEP	Q2 2012

3.5 Résultat 3

3.5.1 Indicateurs

Résultat 3: <i>Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles</i>						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Les rôles, responsabilités et fonctions des différentes catégories d'acteurs de PFA sont définis de façon concertée et appliquée dans le cadre du PSRSA	0%	0%	50%	50%	100%	Rôles définis
Un mécanisme de contrôle et de régulation des filières agricoles, piloté par le MAEP est institué	0%	0%	25%	50%	100%	ABSSA instituée
Des initiatives de PPP pour le développement des filières agricoles sont appuyées et capitalisées	0	0	1	2	3	Etude PPP
Au moins un programme harmonisé d'appui aux filières agricoles soutenu par la coopération belge est élaboré par le MAEP de concert avec l'ensemble des acteurs du secteur	0	0	0	1	1	Approche programme en cours de conception

3.5.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A0701 Appuyer le MAEP dans sa participation à la mise en place des instances de pilotage et de régulation définies par le cadre institutionnel du PNIA/PSRSA		X			
A0702 Assurer la revue des textes législatifs et réglementaires du secteur agricole		X			
A0703 Appuyer le MAEP dans l'amélioration du cadre programmatique du secteur agricole			X		PNIA non finalisé
A0704 Renforcer le dialogue et le partenariat public privé entre le MAEP et les opérateurs privés impliqués dans la promotion des filières agricoles		X			

NB : A : les activités sont en avance ; B : les activités sont dans les délais ; C : les activités sont retardées, des mesures correctives doivent être prises ; D : les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois), des mesures correctives majeures sont requises.

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Par rapport à la réforme globale du système de promotion des filières agricoles (composante 3), des avancées significatives ont été enregistrées au cours de l'exercice 2011 :

- Le dialogue sectoriel participatif et inclusif s'est poursuivi au sein du comité technique post table ronde du secteur agricole et au sein du groupe technique agriculture.
- La finalisation du PSRSA ayant abouti à l'adoption de ce document en conseil des ministres du PSRSA. Ce document ainsi que sa synthèse ont été mis en forme pour édition et diffusion.
- un atelier d'internalisation du cadre programmatique du PSRSA et de définition des mécanismes d'articulation des projets du portefeuille actif du MAEP au profit des cadres du MAEP a été organisé ;
- La finalisation des documents connexes au PSRSA : (i) un avant projet de cadre institutionnel pour la mise en œuvre du PSRSA est élaboré; (ii) un cadre programmatique sectoriel ; (iii) une note d'orientation de la promotion des filières agricoles ; (iv) Un avant projet de textes portant création de l'Agence béninoise de promotion de filières agricoles (ABePROFA).
- La finalisation et la diffusion de l'étude sur le recueil des textes législatifs et réglementaires sur la promotion des filières agricoles ;
- L'appui à l'institutionnalisation de l'ABSSA : (i) arrimage du PAEX / ABSSA à AIMAEP ; (ii) participation à la formation de la composante 1 du projet d'appui au secteur privé financé par la CTB et exécuté par l'ABSSA ; (iii) élaboration d'un addendum au DTF pour prendre en charge l'appui institutionnel à l'ABSSA ; (iii) supervision de la mise en œuvre des missions externes d'appui à l'ABSSA ; (iv) contribution à la finalisation des statuts de l'ABSSA adoptés en conseil des Ministres.

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Non respect par tous les acteurs du cadre de partenariat défini par le pacte PNIA/PSRSA	faible	Absence de dialogue sectoriel participatif et inclusif	faible	B

NB : A : risque acceptable, B : Assurer le suivi du risque, C&D : Réduire le risque

3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	A	Bon taux de réalisation physique et financière
Efficiéce	B	Performances des réalisations respect des délais et avantages escomptés supérieurs aux dépenses
Durabilité	B	Approche participative facilite l'appropriation
Pertinence	A	Répond aux besoins des acteurs du secteur

NB : A : Très bonne performance, B : Bonne performance, C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prise, D : Absence de performance / difficultés majeures : des mesures sont nécessaires

3.5.6 Exécutions budgétaire

Budget	Dépenses 2009-2010 (euros)	Dépenses 2011 (Euros)	Dépenses totales année N (31/12/2011)	Solde budget	Taux d'exécution
172.180	26 716,85	19 608,10	46 324,95	125 855,05	27%

3.5.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Finaliser et valider le PNIA	3.5.4	MAEP	Q2 2012

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

Au plan institutionnel, les politiques et stratégies sectorielles sont insuffisamment genre – sensibles et conduite par un cadre organisationnel du MAEP caractérisée par l'existence de deux structures d'appui aux femmes dans le secteur agricole. La dénomination de ces structures laissent croire à un positionnement stratégique en faveur de l'approche « femme et développement » plutôt que sur le « genre et main streaming ». Bref il y a un risque de décalage entre la politique nationale de promotion du genre et les pratiques de développement agricole. Pour rompre avec cette tendance, le projet AIMAEP a accompagné la DPP/MAEP dans l'élaboration d'un avant projet de document sur la prise en compte de la PNPG dans la mise en œuvre du PSRSA. Ce document a été élaboré et approuvé par les acteurs du secteur selon une approche participative et sera soumis aux décideurs du MAEP pour approbation au même titre que tous les autres documents de réforme institutionnelle en matière de promotion des filières agricoles. Cette approche innovante d'institutionnalisation du genre dans le secteur agricole, permet à la fois d'articuler cette dimension avec les politiques et stratégies sectorielles d'une part et d'amener les acteurs du secteur à l'internaliser et à se l'approprier. Ainsi donc, l'on s'achemine vers une rupture dans le saupoudrage des actions genres sans véritable prise sur les enjeux, les défis et la participation consciente et active des acteurs du secteur agricole.

4.2 Environnement

L'incidence des pratiques culturelles sur la dégradation des terres, la pollution et le changement climatique est connue. Mais l'application des mesures de résiliences afin d'inverser cette tendance constitue un défi à relevé. Conscient de cette dimension, les décideurs du MAEP ont institué « une cellule environnement » et affecté des ressources humaines sans toutefois mettre à leur disposition une ligne de crédit spécifique. Le démarrage des activités de cette cellule constituait donc un défi à relever. Le projet AIMAEP a accompagné les responsables de cette structure dans la planification des activités, la préparation et la réalisation des séances de sensibilisation environnementale en faveur des acteurs de promotion des filières agricoles. Par ailleurs, il a financé la formation d'un cadre de cette structure sur la prise en compte du changement climatique dans les programmes de sécurité alimentaire.

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
Finaliser le cadre organisationnel du MAEP et l'ensemble des documents de réforme	PV 10/11	MAEP	Q4 2011	fait
Assurer la nomination conjointe des régisseurs des projets bénino-belges	PV 02/11	MAEP	Q1 2011	Fait
Assurer la représentation effective du MAEP à toutes les sessions SMCL à travers la participation assidue de son DPP	PV SMCL 02/11	MAEP	Q3 2011	Fait
Harmoniser la composition, l'organisation et le fonctionnement de la SMCL commune	PV02/11	AIMAEP / FAFA	Q2 2011	Fait
Prendre en compte la contribution de la partie béninoise dans le budget global du DTF AIMAEP	PV 02/11	AIMAEP	Q2 2011	Fait
Accélérer le processus d'échange de lettres de modification budgétaire AIMAEP/FAFA	PV 02/11	Parties belge et béninoise	Q2 2011	Fait
Harmoniser les présentations des rapports d'activités	PV 02/11	Projets Bénino-belges du secteur	Q4 2011	Ouvert
Solliciter appui agents DNMP à la cellule passation de marchés pour élaboration DAO	PV 02/11	MAEP	Q2 2011	Ouvert
Accélérer le processus d'adoption du plan de formation du MAEP	PV 10/11	MAEP	Q4 2011	Fait
Assurer un plaidoyer pour l'adoption du projet de décret portant création de l'ABSSA	PV 10/11	AIMAEP	Q4 2011	Fait
Développer une meilleure synergie d'intervention entre tous les projets bénino-belge du secteur agricole	PV 10/11	UGP des projets Bénino-belges du secteur	Q3 2011	Fait
Veiller à l'inscription et à la mise à disposition de la contrepartie nationale au titre de l'exercice 2012 et des autres années	PV 10/11	MAEP	Q2 2011	Fait
Présenter les taux d'exécution physique et financière par rapport à la programmation de la période sous revue	PV 02 et 10/11	UGP des projets Bénino-belges du secteur	Q4 2011	Fait

6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
La valorisation des compétences disponibles au sein de l'administration publique est un élément important à prendre en compte dans la stratégie de faire en matière d'appui institutionnel.	HQ CTB
Les dimensions genre, environnement et décentralisation sont des axes transversaux d'un appui institutionnel sectoriel qui doivent faire l'objet d'une réflexion stratégique préalable avant toute intervention si l'on veut éviter du saupoudrage.	Représentation CTB et projets d'appui institutionnel.
L'horizon temporel de 4 ans (standard) est beaucoup trop court pour la conception et la mise en œuvre du développement institutionnel d'un ministère d'envergure comme le MAEP	HQ CTB
Un budget modeste d'appui à la performance (pour l'achat de matériels, équipements) aurait dû être prévu afin de soutenir les actions d'accompagnement « soft » d'AIMAEP	HQ CTB
Les moyens logistiques ainsi que le budget de fonctionnement d'AIMAEP ne sont pas en adéquation avec son envergure nationale (durant sa phase de croisière le projet intervention au niveau de tous les CeRPA).	HQ CTB

7 Annexes

Liste des annexes	7.1 Cadre Logique
	7.2 Activités M&E
	7.3 Bénéficiaires
	7.4. Rapport “Budget versus actuels (y – m)”
	7.5 Planification opérationnelle Q1 2012

7.1 Cadre Logique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens / Sources de vérifications	Hypothèses
Objectif global			
Les moyens d'existences des ménages ruraux sont sécurisés et la contribution du secteur agricole à la croissance économique du pays est augmentée par la mise en œuvre concertée d'une politique nationale de promotion des filières agricoles	<p>La contribution du secteur agricole au PIB passe de 36% en 2006 à 45% en 2015</p> <p>La proportion de la population béninoise souffrant de la faim et de la malnutrition passe de 33,3% en 2009 à 15% en 2015</p>	Rapport CSE MAEP	
Objectif spécifique			
Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse jouer son rôle de facilitation, de contrôle et de régulation dans la promotion des filières agricoles	<p>Au moins 70% des participants des revues annuelles du secteur agricole estiment que le MAEP est performant dans l'exercice de ses fonctions régaliennes (pilotage, régulation et contrôle)</p> <p>Au moins 80% d'agents de base, techniciens et cadres de CeRPA maîtrisent et appliquent des démarches, méthodes et outils dans l'exercice de leurs fonctions d'appui - conseil aux acteurs du secteur agricole impliqués dans la promotion des filières agricoles</p>	Rapport d'enquête spécifique du projet AIMAEP	Le plan stratégique de relance du secteur agricole et son programme d'investissement sont élaborés et mise en œuvre

Résultats attendus			
Résultat intermédiaire 1: Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières agricoles			
R.1 Le mode d'organisation et de fonctionnement du MAEP est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles	Au moins 75% des cadres et agents du MAEP apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme institué dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle	Rapport d'enquête spécifique du projet AIMAEP	Un nouveau cadre organisationnel du MAEP compatible avec les orientations du plan stratégique de relance du secteur agricole est appliqué
R2. Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de suivi-évaluation permettent un meilleur fonctionnement du MAEP	Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de mission des directions techniques et directions centrales du MAEP atteint 75%		Adoption par les structures centrales d'une culture de gestion axée sur les résultats dans la gestion administrative courante.
R.3 Les capacités techniques du MAEP basées sur la valorisation des acquis sont mieux renforcées pour coordonner la promotion des filières agricoles	42 cadres et agents du MAEP maîtrisent les concepts, approches et techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument		Stabilité des cadres des CeRPA / CeCPA aux postes d'emploi (réduction du turn over des agents)
	Chaque année, au moins une bonne pratique de promotion des filières agricoles issues d'expériences du terrain est capitalisée et diffusée au profit de tous les acteurs du secteur agricole		
	Les résultats d'études prospectives et de capitalisation alimentent la concertation multi-acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies opérationnelles de promotion des filières agricoles	Maintien de la dynamique de la concertation multi-acteurs impulsée dans le cadre de la mise en œuvre du PNIA/PSRSA	

Résultat intermédiaire 2: Le CeRPA joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles			
R4 Le mode d'organisation des CeRPA est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles	75% des cadres et agents des CeRPA apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme institué dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle	Rapports de suivi-évaluation d'AIMAEP	Le nouveau cadre organisationnel des CeRPA est institué
	Le taux d'exécution du plan de travail annuel budgétisé de chaque CeRPA dépasse 80% Au moins 75% des cadres et agents des CeRPA apprécient la fonctionnalité du nouvel organigramme		
R.5 Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de suivi-évaluation permettent un meilleur fonctionnement des CeRPA	Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de mission des directions techniques et directions centrales du MAEP atteint 75%	Rapport Cellule S/E MAEP	Adoption par les structures centrales d'une culture de gestion axée sur les résultats dans la gestion administrative courante.
R6. Les capacités techniques basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles	165 agents des CeRPA/CeCPA maîtrisent les concepts, les approches et les techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument	Rapports de suivi-évaluation AIMAEP	Stabilité des cadres des CeRPA / CeCPA aux poste d'emploi (réduction du turn over des agents)
	Un dispositif efficace et performant de conseil agricole mobilisant 350 agents et techniciens répond aux besoins d'appui - conseil des acteurs de promotion des filières agricoles à la base.		

Résultat intermédiaire 3: Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles

<p>R7. Le MAEP participe activement à un large processus de réforme institutionnelle du système de promotion des filières agricoles afin d'en garantir une meilleure cohérence et harmonie</p>	<p>Les rôles, responsabilités et fonctions des différentes catégories d'acteurs de promotion des filières agricoles sont définis de façon concertée et appliquées dans le cadre du PNIA/PSRSA</p> <p>Un mécanisme de régulation et de contrôle des filières agricole, piloté par le MAEP est institué</p> <p>Des initiatives de partenariat public-privé pour le développement des filières agricoles sont appuyées et capitalisées</p> <p>Au moins un programme harmonisé d'appui aux filières agricoles (riz, maraîchage et anacarde) soutenu par la coopération bénino-belge est élaboré par le MAEP de concert avec l'ensemble des acteurs du secteur.</p>	<p>Enquêtes spécifiques</p>	<p>Respect par tous les acteurs du cadre de partenariat défini par le pacte PNIA/PSRSA</p>
<p>R.8: La réforme dans le domaine de la sécurité phytosanitaire et sanitaire des produits agricoles et agroalimentaires est accompagnée par le MAEP</p>	<p>une chaine unique de commandement sur le contrôle des denrées alimentaires est instituée; un document de politique sanitaire et phytosanitaire est élaboré; Un cadre de concertation entre acteurs de SPS est fonctionnel ; une campagne de plaidoyer facilite l'adoption d'une Loi sur la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroindustriels en général et l'ABSSA en particulier.</p>	<p>Rapports annuels ABSSA, LCSSA; Rapports enquêtes spécifiques</p>	<p>Efficacité du dialogue intersectoriel et qualité de la coordination intersectorielle permettant de vaincre d'éventuelles résistances par "esprit de corps professionnels" des Agents Permanents de l'Etat.</p>

Activités
R.1 Le mode d'organisation du MAEP est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles
A0101 Compléter l'audit organisationnel du MAEP
A0102 Accompagner le processus de réforme (organisationnelle) interne au MAEP /CeRPA
R2. Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de suivi-évaluation permettent un meilleur fonctionnement du MAEP
A0201 Mettre en place un système d'information utile aux prises de décisions
A0202 Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités techniques des cadres en management et de gestion du changement au profit des agents du MAEP au niveau
A0203 Renforcer le système des statistiques agricoles du MAEP / CeRPA
R.3 Les capacités techniques du MAEP basées sur la valorisation des acquis sont mieux renforcées pour coordonner la promotion des filières agricoles
A0301 Mettre en place un mécanisme de capitalisation et de diffusion d'expériences
A0302 Renforcer les capacités d'étude et d'analyse prospective du MAEP (DPP)
A0303 Renforcer les connaissances techniques des agents du MAEP sur les concepts et outils liés à l'analyse des filières agricoles
R4 Le mode d'organisation des CeRPA est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles
A0401 Accompagner le processus de réforme interne des CeRPA
R.5 Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de suivi-évaluation permettent un meilleur fonctionnement des CeRPA
A0501 Mettre en place des formations sur le suivi-évaluation et la planification axée sur les résultats
A0502 Accompagner deux CeRPA dans le cadre d'une plus grande autonomie de gestion financière liée à la rationalisation des investissements publics sur le terrain
R6. Les capacités techniques basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles
A0601 Réaliser un répertoire d'acteurs de promotion des filières agricoles et le diffuser
A0601 Développer un système de formation permanente pour les agents des CeRPA
A0603 Assurer la mise en place et le suivi des formations filières au sein de deux CeRPA
A0604 Renforcer les CeRPA dans la promotion de la concertation et du dialogue multi-acteurs
R7. Le MAEP participe activement à un large processus de réforme institutionnelle du système de promotion des filières agricoles afin d'en garantir une meilleure cohérence et harmonie
A0701 Appuyer le MAEP dans sa participation à la mise en place des instances de pilotage et de régulation définies par le cadre institutionnel du PNIA/PSRSA
A0702 Assurer la revue des textes législatifs et réglementaires du secteur agricole
A0703 Appuyer le MAEP dans l'amélioration du cadre programmatique du secteur agricole
A0704 Renforcer le dialogue et le partenariat public privé entre le MAEP et les opérateurs privés impliqués dans la promotion des filières agricoles
R8: La réforme dans le domaine de la sécurité sanitaire et phytosanitaire, des produits agricoles et agroalimentaires est accompagnée par le MAEP
A0801: Renforcer les capacités organisationnelles de l'ABSSA
A0802: Elaborer un document de politique sanitaire et phytosanitaire
A0803 Concevoir un système de suivi et de contrôle des risques sanitaires et phytosanitaires
A0804: Appuyer l'ABSSA dans ses initiatives de benchmarking et de participation à des réunions scientifiques internationales en matière de SPS

7.2 Activités M&E

N°	Activité M&E	Période
1	1 ^{ère} SMCL ordinaire 2011 de la SMCL	9-10 février 2011
2	1 ^{ère} session extraordinaire SMCL conjointe	19 avril 2011
3	2 ^{ème} session ordinaire 2011 de la SMCL conjointe	4-5 octobre 2011
4	Mission d'évaluation à mi-parcours	1er au 20 novembre 2011
5	Mission d'audit administratif, financier et comptable 2010	6 au 9 décembre 2011

7.3 Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs du projet sont les structures centrales et déconcentrées du MAEP ainsi que leur personnel. A ce niveau, les changements constatés à l'heure actuelle sont axés sur l'amélioration du leadership du MAEP en matière de promotion des filières agricoles et l'amorce d'un processus de changement de culture organisationnelle.

En termes de leadership dans la conduite réformes structurelles en matière de promotion des filières agricoles, les acquis suivants peuvent être soulignés :

(i) Elaboration des documents de stratégies de réformes dans un cadre de dialogue inclusif et intersectoriel ; ***(ii)*** l'existence d'un noyau de cadre du MAEP maîtrisant les techniques de capitalisation et d'analyse des filières ; ***(iii)*** le choix stratégique de séparer les fonctions de contrôle des fonctions d'encadrement des directions techniques du MAEP consacrant ainsi le principe d'instauration d'une chaîne de commandement unique des systèmes de contrôle sanitaire des aliments ; ***(iv)*** une meilleure organisation et tenue des revues sectorielles ; ***(v)*** des réflexions stratégiques sur les axes transversaux (genre, environnement ; décentralisation / déconcentration).

En termes de changement de culture organisationnelle, Le Projet AIMAEP mise sur un changement de culture organisationnelle grâce à un renforcement des capacités administratives des cadres et agents du MAEP. Les changements perceptibles ont trait à (i) une amélioration du comportement des agents de base dans les relations administratives quotidiennes et le respect d'éthique et de déontologie administrative ; (ii) une amélioration de la qualité des relations fonctionnelles entre les structures du MAEP ; (iii) un meilleur accès à la documentation du MAEP ; (iv) un intérêt grandissant à la capitalisation d'expériences dans les pratiques et la culture organisationnelle du MAEP ; (v) un meilleur accès à la législation et à la réglementation du secteur agricole grâce à la réalisation d'un recueil de textes et sa diffusion auprès des agents du MAEP ; (vi) une amélioration de la qualité de management des structures du MAEP à travers : l'opérationnalisation d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats ; l'amélioration de la qualité de la revue de performance sectorielle comme instance privilégiée de reddition de comptes ; une réflexion en cours sur l'implémentation de la gestion axée sur les résultats dans la gestion du budget – programme et

l'implémentation d'Outcome mapping comme outils d'analyse complémentaire au processus de renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole.

En termes d'amélioration de la politique agricole, le processus de dialogue politique sectorielle ainsi que les réformes globales du secteur ont permis d'aboutir à des produits probants susceptibles de se traduire en résultats, effets et impacts : il s'agit notamment de la finalisation et de l'adoption du plan stratégique de relance du secteur agricole et ses documents connexes et la poursuite du dialogue sectoriel post table ronde du secteur agricole.

7.4 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : **31/12/2011**

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
A LES CAPACITÉS ORGANISATIONNELLES, TECHNIQUES ET			1.584.180,00	215.145,72	573.276,19	788.421,91	795.758,09	50%
01 Le mode d'organisation et de fonctionnement du MAEP			100.000,00	52.507,06	44.280,92	96.787,98	3.212,02	97%
01 Completer l'audit organisationnel du MAEP		REGIE	20.000,00	22.572,48	0,00	22.572,48	-2.572,48	113%
02 Analyse des systèmes de planification et réalisation		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Accompagnement de la mise en place de la reforme (DC,		COGES	80.000,00	29.934,58	44.280,92	74.215,50	5.784,50	93%
02 Les techniques de management et la culture			262.000,00	21.680,10	224.216,10	245.896,20	16.103,80	94%
01 Contribution à la mise en place un systeme d'information		COGES	178.000,00	5.569,24	176.036,19	181.605,43	-3.605,43	102%
02 Renforcement des capacités en techniques de		COGES	84.000,00	16.110,86	48.179,91	64.290,77	19.709,23	77%
03 Les capacités techniques des cadres (DPP et DT) pour			419.000,00	33.097,35	136.157,78	169.255,13	249.744,87	40%
01 Mise en place d'un mécanisme de capitalisation des		COGES	199.000,00	23.347,19	62.496,67	85.843,86	113.156,14	43%
02 Renforcement des capacités d'étude et prospective du		COGES	7.249,01	7.249,01	0,00	7.249,01	0,00	100%
03 Renforcement des connaissances techniques filières des		COGES	52.000,00	2.501,15	49.071,49	51.572,64	427,36	99%
04 Renforcer les capacités d'études et d'analyses		REGIE	160.750,99	0,00	24.589,62	24.589,62	136.161,37	15%
04 Le mode d'organisation des Cerpa est fonctionnel pour			30.000,00	214,65	25.657,89	25.872,54	4.127,46	86%
01 Participation aux revues des textes et mandats des Cerpa		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Accompagnement de la mise en place de la réforme des		COGES	30.000,00	214,65	25.657,89	25.872,54	4.127,46	86%
05 Les techniques de management et la culture			177.000,00	24.392,62	54.988,90	79.381,52	97.618,48	45%
01 Mise en place des formations sur le suivi évaluation et la		COGES	137.000,00	22.611,25	53.976,94	76.588,19	60.411,81	56%
02 Accompagnement de 2 cerpa dans la cadre de la		COGES	40.000,00	1.781,37	1.011,96	2.793,33	37.206,67	7%
06 Les capacités techniques des agents des CERPA et			424.000,00	56.537,09	68.366,50	124.903,59	299.096,41	29%
01 Mise en place des répertoires d'acteurs et d'expériences et		COGES	150.000,00	41.989,85	8.801,80	50.791,65	99.208,35	34%
02 Developpement d'un système de formation permanente		COGES	198.000,00	14.547,24	40.990,34	55.537,58	142.462,42	28%
		REGIE	1.572.750,99	482.499,28	335.165,21	817.664,49	755.086,50	52%
		COGEST	1.927.249,01	386.917,56	694.846,27	1.081.763,83	945.485,18	56%
		TOTAL	3.500.000,00	869.416,84	1.030.011,48	1.899.428,32	1.800.571,68	54%



Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611 Printed on vrijdag 20 januari 2012

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version: **G02**

Year to month : 31/12/2011

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
03 Assurer la mise en place et le suivi des formations		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 Renforcer des actions de concertation et de dialogue		COGES	78.000,00	0,00	18.574,36	18.574,36	57.425,64	24%
07 Le MAEP participe activement à un large processus de			172.180,00	28.716,85	19.608,10	48.324,95	125.855,05	27%
01 Appui à la mise en place d'une structure de regulation des		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Redefinition des mandats		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Revue des textes legislatifs et reglementaires		COGES	18.000,00	9.284,15	6.977,42	16.261,57	1.738,43	90%
04 Appui au MAEP dans sa participation à la mise en place		COGES	84.180,00	4.507,46	1.275,69	5.783,15	78.396,85	7%
05 Renforcement du dialogue et du partenariat public-privé		COGES	70.000,00	12.925,24	11.354,99	24.280,23	45.719,77	35%
X RESERVE BUDGETAIRE			18.140,00	0,00	0,00	0,00	18.140,00	0%
01 Réserve budgétaire			18.140,00	0,00	0,00	0,00	18.140,00	0%
01 Réserve budgétaire cogestion		COGES	18.140,00	0,00	0,00	0,00	18.140,00	0%
02 Réserve budgétaire régie		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
Z MOYENS GÉNÉRALIX			1.897.680,00	854.271,12	456.735,29	1.111.006,41	786.673,59	59%
01 Frais de personnel			1.561.480,00	532.319,08	415.210,69	947.529,77	613.950,23	61%
01 Assistance technique internationale		REGIE	845.000,00	319.250,00	165.978,38	485.228,38	359.771,62	57%
02 Staff national		COGES	339.480,00	135.795,28	121.448,72	257.244,00	82.236,00	76%
03 Assistance technique régionale		REGIE	377.000,00	77.273,80	127.783,59	205.057,39	171.942,61	54%
04		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Investissements			90.000,00	79.375,25	3.143,97	82.519,22	7.480,78	92%
01 Véhicules		REGIE	60.000,00	58.993,26	0,00	58.993,26	3.006,74	95%
02 Equipement bureau		COGES	14.000,00	10.587,77	460,87	11.048,64	2.951,36	79%
03 Equipement IT		COGES	16.000,00	11.794,22	2.683,10	14.477,32	1.522,68	90%
		REGIE	1.572.750,99	482.499,28	335.165,21	817.664,49	755.086,50	52%
		COGEST	1.927.249,01	386.917,56	694.846,27	1.081.763,83	845.485,18	56%
		TOTAL	3.500.000,00	869.416,84	1.030.011,48	1.899.428,32	1.800.571,68	54%



Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611 - Printed on vrijdag 20 januari 2012

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : **31/12/2011**

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
03 Frais de fonctionnement			162.200,00	42.576,79	20.164,84	62.741,63	99.458,37	39%
01 Frais de fonctionnement photocopie, cartouches..		COGES	8.000,00	7.065,13	3.774,18	10.839,31	-2.839,31	135%
02 Frais de fonctionnement des véhicules (2)		COGES	38.400,00	10.724,81	7.023,47	17.748,28	20.651,72	46%
03 Telecommunications		COGES	10.000,00	3.418,89	6.019,32	9.438,21	561,79	94%
04 Logistique (Service level Agreement)		COGES	16.800,00	4.250,21	1.034,01	5.284,22	11.515,78	31%
05 Prime salariales (7 personnes)		COGES	50.400,00	0,00	0,00	0,00	50.400,00	0%
06 Autres frais de fonctionnement		COGES	8.100,00	5.323,97	2.877,51	8.201,48	-101,48	101%
07 Fonctionnement des structures d'exécution et de pilotage		COGES	4.500,00	5.384,04	838,52	6.222,56	-1.722,56	138%
08 Fonctionnement des AT (Briefing, séminaires)		REGIE	26.000,00	6.409,74	-97,99	6.311,75	19.688,25	24%
09 Frais administratifs Assistants Juniors (AJ)		REGIE	0,00	0,00	-1.304,18	-1.304,18	1.304,18	??%
04 Audit et Suivi et Evaluation			84.000,00	0,00	18.375,04	18.375,04	65.624,96	22%
01 Evaluation		REGIE	50.000,00	0,00	625,04	625,04	49.374,96	1%
02 Suivi (Est)		REGIE	10.000,00	0,00	0,00	0,00	10.000,00	0%
03 Audit		REGIE	24.000,00	0,00	17.750,00	17.750,00	6.250,00	74%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	-159,25	-159,25	159,25	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	-159,25	-159,25	159,25	??%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	1.572.750,99	482.499,28	335.165,21	817.664,49	755.086,50	52%
		COGEST	1.927.249,01	386.917,56	694.846,27	1.081.763,83	845.485,18	56%
		TOTAL	3.500.000,00	869.416,84	1.030.011,48	1.899.428,32	1.800.571,68	54%

Budget vs Actuals (Year to Month) of BEN0801611 - Printed on vrijdag 20 januari 2012

page: 3

Exécution financière du fonds de contrepartie

Budget K.Euros	Dépense 2009 (K.euro)	Dépense 2010 (K.euro)	Dépense 2011 (K.euro)	Dépenses totales année N (K.euro) (31/12/2011)	Solde budget (K.euro)	Taux d'exécution
----------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	------------------------------------------------	-----------------------	------------------

Fonds de contrepartie nationale	201,6	0	0	179,455	179,455	22,144	78%
---------------------------------	-------	---	---	---------	---------	--------	-----

7.5 Planification opérationnelle Q1 2012

(Mise à jour Q1 2012)

Projet : AIMAEP BEN 0801611

Résultat 1 : Le mode d'organisation et de fonctionnement du MAEP est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0101 : Compléter l'audit organisationnel du MAEP	Activité achevée													Cabinet / AIMAEP	Activité achevée
A0102 : Accompagner le processus de réforme (organisationnelle) interne au MAEP	Faciliter l'internalisation du nouveau cadre organisationnel du MAEP notamment les mandats de ses différentes structures.													Secrétariat Général /AIMAEP	Ateliers
	Faciliter l'établissement de contrats de performance avec les structures sous-tutelle du MAEP													Secrétariat Général /AIMAEP	Appui à la demande
	Appui aux cellules genre et environnement (finalisation du plan d'action genre, appui aux activités de la cellule environnementale)													DPP/AIMAEP	
A0104 : Renforcer le système des statistiques agricoles du MAEP/CeRPA.	Renforcer les capacités des cadres et agents du dispositif de collecte, traitement et analyse des statistiques agricoles du MAEP/CeRPA													DPP/AIMAEP	
	Appuyer l'organisation de la structure centrale en charge des statistiques agricoles													DPP/AIMAEP	
	Accompagner l'élaboration d'un projet d'appui aux statistiques agricoles													DPP/AIMAEP	

Résultat 2 : Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de SE permettent un meilleur fonctionnement du MAEP

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0201: Mettre en place un système d'information utile aux prises de décisions	Appuyer l'organisation d'ateliers de formation de cadres des DT / DC sur les outils de suivi-évaluation et de planification													DPP/AIMAEP	Acquisition d'ordinateurs liée à la mobilisation à temps du fonds de contrepartie
	Appuyer l'organisation d'un atelier de consolidation du plan de travail annuel budgétisé du MAEP													DPP/AIMAEP	
	Faciliter l'organisation d'une revue du secteur agricole													DPP/AIMAEP	
	Améliorer le système de communication du MAEP, CeRPA et CeCPA (connexion au site du gouvernement, intranet, fax)													SGM/AIMAEP	
A0202 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités techniques des cadres en management et de gestion du changement au profit des agents du MAEP au niveau central et intermédiaire	Appuyer l'organisation de la formation des cadres aux niveaux central et déconcentré en management et gestion du changement (leadership, gestion du temps, communication notamment)													DRH/AIMAEP	
	Appuyer l'élaboration d'un document de stratégies de développement des ressources humaines													DRH/AIMAEP	

Résultat 3 : Les capacités techniques basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0301 : Mettre en place un mécanisme de capitalisation et de diffusion d'expériences	Faciliter la mise en place d'un groupe de capitalisation et de diffusion d'expériences de promotion des filières agricoles (mécanismes de fonctionnement, acte administratif, internalisation de la culture de capitalisation, utilisation des résultats de la capitalisation pour influencer les stratégies sectorielles)													DPP/AIMAEP/	
A0302: Renforcer les capacités d'études et d'analyses prospectives du MAEP (DPP)	Appuyer la DPP, en relation avec INRAB/PAPA, pour la réalisation d'une étude prospective sur les comptes économiques du secteur agricole													DPP/AIMAEP	
	Poursuivre l'utilisation de l'approche cartographie des incidences dans le système d'évaluation du projet													DPP/AIMAEP	
A0303 : Renforcer les connaissances techniques des agents du MAEP sur les concepts et outils liés à l'analyse des filières agricoles	Voir niveau CeRPA / CeCPA													DPP/AIMAEP	

R.4: le mode d'organisation et de fonctionnement du CeRPA est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0401: Accompagner le processus de réforme interne des CeRPA	Appuyer l'organisation d'ateliers d'internalisation du nouveau cadre organisationnel et des mandats des structures internes des CeRPA													SGM / CeRPA/ AIMAEP	
	Assurer la facilitation des réunions thématiques entre structures de CeRPA et les DT/DC MAEP													SGM/CeRPA/A IMAEP	
	Faciliter la mise en œuvre des plans d'action genre, environnement et changement climatique													DPP/CeRPA / AIMAEP	

R.5: Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de SE permettent un meilleur fonctionnement des CeRPA

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0501 : Mettre en place des formations sur le suivi-évaluation et la planification axée sur les résultats	Faciliter l'organisation des revues régionales de suivi-évaluation du secteur agricole													DPP/CeRPA/AIM AEP	
	Renforcer les capacités des comités régionaux d'élaboration des budgets – programmes													CeRPA/DPP/AIM AEP	
	Organiser des séances de notification du budget programme entre la DRFM et les CeRPA													CeRPA/DRFM/D PP/AIMAEP	
	Doter 52 CeCPA ainsi que la CSE en matériels et équipements informatiques													Régisseur/UGP	Fonds de contrepartie
A0502: Accompagner deux CeRPA dans le cadre d'une plus grande autonomie de gestion financière liée à la rationalisation des investissements publics sur le terrain	Appuyer la DRFM dans l'actualisation du manuel de procédures administratives et financières et faciliter leur mise en œuvre													DRFM/CeRPA/AI MAEP/ prestataire	
	Faciliter l'organisation de sessions de formation pour l'appropriation des manuels.													DRFM/CeRPA/AI MAEP/	

R.6: Les capacités techniques des CeRPA basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles

Activités	Sous-activités	J F M A M J J A S O N D												Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
A0601. Réaliser un répertoire des acteurs de promotion des filières agricoles et le diffuser	Appuyer la réalisation du répertoire des acteurs de promotion des filières agricoles au niveau des 4 autres CeRPA													DPP/AIMAEP/CeRPA	
	Organiser des sessions de formation ou de recyclage des gestionnaires de la base de données sur les répertoires.														
A0602. Développer un système de formation permanente pour les agents des CeRPA	Appuyer la DICAFA à la mise en œuvre de la feuille de route : dispositif, stratégie conseil, formation et recyclage, activités pilotes etc.													DICAFA/AIMAEP	
	Mettre en œuvre le système de coaching en conseil agricole													DICAFA/CeRPA/AIMAEP	
	Faciliter l'organisation d'une session de formation sur le rôle des CeRPA dans l'assistance conseil aux communes au niveau de 4 CeRPA.													DICAFA/CeRPA	
	Faciliter l'élaboration et l'édition d'un guide pratique, à l'usage des agents de terrain, sur le rôle des CeRPA dans l'assistance conseil aux communes.														
A0603: Assurer la mise en place et le suivi des formations filières au sein de deux CeRPA	Assurer la formation des formateurs dans deux CeRPA sur l'approche value links au profit des CeRPA													AIMAEP/ProAGRI/CeRPA	
A0604: Renforcer les CeRPA dans la promotion de la concertation et du dialogue multi-acteurs	Accompagner l'opérationnalisation des comités départementaux de suivi (CDS) et comités communaux de suivi (CCS) du cadre institutionnel du PSRSA													CeRPA /AIMAEP	
	Faciliter la capitalisation et la diffusion d'expériences communales de promotion des filières agricoles dans trois communes pionnières													CeRPA /AIMAEP	
	Assurer la facilitation du cadre de concertation des structures d'appui au développement des filières agricoles dans la région Mono-Couffo et Atacora Donga													AIMAEP/FAFA-MC/CeRPA	

R.7: Le MAEP participe activement à un large processus de réforme institutionnelle du système de promotion des filières agricoles afin d'en garantir une meilleure cohérence et harmonie

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0701: Appuyer le MAEP dans sa participation à la mise en place des instances de pilotage et de régulation définies par le cadre institutionnel du PNIA/PSRSA	Faciliter l'organisation des ateliers d'internalisation du cadre institutionnel de mise en œuvre du PNIA/PSRSA ainsi que le PNIA.													Secrétariat Général/Equipe AIMAEP	
	Faciliter l'édition et la diffusion auprès des acteurs des filières de tous les documents de stratégies sectorielles approuvés par le Gouvernement.													DPP/ AIMAEP	
	Accompagner la mise en place d'un CNOS, 12 CDS, 77 CCS													Secrétariat Général / AIMAEP	
	Renforcer les capacités opérationnelles du secrétariat technique du CNOS													SGM/AIMAEP	Recrutement SP
A0702: Assurer la revue des textes législatifs et réglementaires du secteur	Réaliser une étude sur l'actualisation et / ou la réalisation de certains textes (relatifs à la promotion des filières agricoles) urgents et en assurer la diffusion													DPLR / AIMAEP	
A0703: Appuyer le MAEP dans l'amélioration du cadre programmatique du secteur agricole	Appuyer la finalisation de la note méthodologique d'élaboration des plans d'appui aux filières													DPP / AIMAEP	
	Accompagner la finalisation du PNIA et des documents des programmes cadres et du budget – programme														
A0704: Renforcer le dialogue et le partenariat public-privé entre le MAEP et les opérateurs privés impliqués dans la promotion des filières agricoles	Accompagner les initiatives du MAEP dans la concertation et le dialogue bilatéral avec la chambre nationale d'agriculture, les OPA et les privés													DPP/SPCNOS/ AIMAEP	Appui à la demande
	Accompagner le MAEP dans l'opérationnalisation de l'axe n° 9 du PSRSA (entreprenariat privé)													DPP /AIMAEP	
	Soutenir les initiatives des opérateurs privées dans l'organisation des événements (foires, salons, symposiums) parrainée par le MAEP)													DPLR/AIMAEP	

R.8: La réforme dans le domaine de la sécurité phytosanitaire et sanitaire des produits agricoles et agroalimentaires est accompagnée par le MAEP

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A0801: Renforcer les capacités organisationnelles de l'ABSSA	Appuyer le démarrage de la mise en œuvre de la stratégie de communication et l'internalisation des statuts de l'ABSSA													ABSSA/Equipe AIMAEP	Risque de retards liés au transfert financier à temps (échanges de lettres)
	Appuyer la mise en place de la chaîne de commandement unique (études, missions, formations, etc.)													ABSSA/AIMAEP	
	Faciliter l'organisation des réunions des cadres de concertation et du comité technique de pilotage													ABSSA/AIMAEP	
	Renforcer conditions logistiques ABSSA														Mobiliser les ressources de la contrepartie
A0802: Elaborer la politique de sécurité sanitaire et phytosanitaire	Etats des lieux sur les risques														
	Faciliter l'élaboration de la politique de sécurité sanitaire de la chaîne alimentaire													ABSSA/AIMAEP	
	Réaliser des plaidoyers sur le document de politique et le démarrage de l'étude technique sur l'élaboration de la loi sur la sécurité sanitaire des aliments.														
A0803: Concevoir un système de contrôle et de suivi des risques sanitaires et phytosanitaires	Faciliter le processus d'élaboration d'un système de contrôle et de suivi des risques sanitaires et phytosanitaires (expertises AFSCA, informatisation, formations au niveau des régions)													ABSSA/AIMAEP	
A0804: Appuyer l'ABSSA dans ses initiatives de benchmarking et sa participation aux réunions d'experts	Faciliter l'organisation des réunions d'experts et la participation à des colloques internationales (voyages d'études, participation aux rencontres scientifiques internationales)													ABSSA/AIMAEP	

7.5.2 Programmation financière 2012 (Version FIT Financial Planning - Detail by Q) Mise à jour Q1 2012)

Financial Planning of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Fin Plan Version: **2012Q1**
 Budget Version: **H01**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TY-1	Balance	2012				Total	2013 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4					
A Les CAPACITÉS													
		1.762,63	788,41	974,22	106,06	207,00	254,75	98,00	665,81	151,46	156,95	91%	
01 Le mode d'organisation et de													
		180,00	96,79	83,21	0,00	25,00	30,00	20,00	75,00	5,00	3,21	98%	
01	Compléter l'audit	REGIE	20,00	22,57	-2,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2,57	113%	
02	Analyse des systèmes de	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
03	Accompagnement de la mise en	COGEST	80,00	74,22	5,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,78	93%	
04	Renforcer le système des	COGEST	80,00	0,00	80,00	0,00	25,00	30,00	20,00	75,00	0,00	100%	
02 Les techniques de management													
		262,00	245,90	16,10	0,00	7,00	25,00	0,00	32,00	0,00	-15,90	106%	
01	Contribution à la mise en place	COGEST	178,00	181,61	-3,61	0,00	6,00	0,00	6,00	0,00	-9,61	105%	
02	Renforcement des capacités en	COGEST	84,00	64,29	19,71	0,00	1,00	25,00	0,00	26,00	0,00	107%	
03 Les capacités techniques des													
		419,00	169,25	249,75	7,00	20,00	53,75	0,00	80,75	126,05	42,95	90%	
01	Mise en place d'un mécanisme	COGEST	199,00	85,84	113,16	7,00	8,00	8,00	0,00	23,00	86,05	4,11	98%
02	Renforcement des capacités	COGEST	7,25	7,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%	
03	Renforcement des	COGEST	52,00	51,57	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	99%	
04	Renforcer les capacités d'études	REGIE	160,75	24,59	136,16	0,00	12,00	45,75	0,00	57,75	38,41	76%	
04 Le mode d'organisation des													
		60,00	25,87	34,13	7,00	22,00	18,00	3,00	50,00	0,00	-15,87	126%	
01	Participation aux revues des	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
02	Accompagnement de la mise en	COGEST	60,00	25,87	34,13	7,00	22,00	18,00	3,00	50,00	0,00	126%	
05 Les techniques de management													
		177,00	79,38	97,62	13,00	13,00	23,00	25,00	74,00	20,41	3,21	98%	
01	Mise en place des formations	COGEST	137,00	76,59	60,41	10,00	10,00	10,00	10,00	40,00	20,41	0,00	100%
02	Accompagnement de 2 cerpa	COGEST	40,00	2,79	37,21	3,00	3,00	13,00	15,00	34,00	0,00	3,21	92%
06 Les capacités techniques des													
		424,00	124,90	299,10	35,06	60,00	70,00	40,00	205,06	0,00	94,04	78%	
01	Mise en place des répertoires	COGEST	150,00	50,79	99,21	15,06	10,00	30,00	0,00	55,06	0,00	44,15	71%
	REGIE	1.572,75	817,67	755,08	92,02	89,70	122,11	86,40	390,23	233,82	131,03	92%	
	COGEST	2.105,70	1.081,75	1.023,95	144,11	224,04	239,99	134,71	742,85	125,46	155,64	93%	
	TOTAL	3.678,45	1.899,42	1.779,03	236,13	313,74	362,10	221,11	1.133,08	359,28	286,67	92%	



Financial Planning of BEN0801611 Printed on zondag 29 januari 2012

page: 1

Financial Planning of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Fin Plan Version: **2012Q1**

Budget Version: **H01**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TTY-1	Balance	2012					2013 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total			
02	COGEST	198,00	55,54	142,46	10,00	30,00	30,00	30,00	100,00	0,00	42,46	79%
03	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04	COGEST	76,00	18,57	57,43	10,00	20,00	10,00	10,00	50,00	0,00	7,43	90%
07 Le MAEP participe activement à		240,63	46,32	194,31	44,00	60,00	35,00	10,00	149,00	0,00	45,31	81%
01	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
03	COGEST	28,00	16,26	11,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,74	58%
04	COGEST	92,63	5,78	86,85	38,00	35,00	10,00	0,00	83,00	0,00	3,85	96%
05	COGEST	70,00	24,28	45,72	6,00	10,00	10,00	10,00	36,00	0,00	9,72	86%
06	COGEST	50,00	0,00	50,00	0,00	15,00	15,00	0,00	30,00	0,00	20,00	60%
X Réserve budgétaire		18,14	0,00	18,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,14	0%
01		18,14	0,00	18,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,14	0%
01	COGEST	18,14	0,00	18,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,14	0%
02	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.897,68	1.111,01	786,67	130,07	106,74	107,35	123,11	467,27	207,82	111,58	94%
01		1.561,48	947,53	613,95	98,39	91,10	101,01	119,04	409,54	150,00	54,41	97%
01	REGIE	845,00	485,23	359,77	41,64	41,64	41,64	55,51	180,43	150,00	29,34	97%
02	COGEST	339,48	257,24	82,24	30,26	25,27	25,27	32,64	113,44	0,00	-31,20	109%
03	REGIE	377,00	205,06	171,94	26,49	24,19	34,10	30,89	115,67	0,00	56,27	85%
04	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02		90,00	82,52	7,48	2,29	0,00	0,00	0,00	2,29	0,00	5,19	94%
01	REGIE	60,00	56,99	3,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,01	95%
	REGIE	1.572,75	817,67	755,08	92,02	89,70	122,11	86,40	390,23	233,82	131,03	92%
	COGEST	2.105,70	1.081,75	1.023,95	144,11	224,04	239,99	134,71	742,85	125,46	155,64	93%
TOTAL		3.678,45	1.899,42	1.779,03	236,13	313,74	362,10	221,11	1.133,08	359,28	286,67	92%



Financial Planning of BEN0801611 Printed on zondag 29 januari 2012.

page: 2

Financial Planning of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Fin Plan Version: **2012Q1**
 Budget Version: **H01**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TTY-1	Balance	2012					2013 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
						Q1	Q2	Q3	Q4	Total			
02 Equipement bureau		COGEST	14,00	11,05	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,95	79%
03 Equipement IT		COGEST	16,00	14,48	1,52	2,29	0,00	0,00	0,00	2,29	0,00	-0,77	105%
03 Frais de fonctionnement			162,20	62,74	99,46	5,50	4,53	6,34	4,07	20,44	31,71	47,31	71%
01 Frais de fonctionnement		COGEST	8,00	10,84	-2,84	0,25	0,25	0,25	0,25	1,00	0,00	-3,84	148%
02 Frais de fonctionnement des		COGEST	38,40	17,75	20,65	1,90	1,20	1,75	1,50	6,35	14,00	0,30	99%
03 Telecommunications		COGEST	10,00	9,44	0,56	2,38	1,35	1,35	1,35	6,43	0,00	-5,87	159%
04 Logistique (Service level		COGEST	16,80	5,28	11,52	0,00	0,00	1,40	0,00	1,40	0,00	10,12	40%
05 Prime salariales (7 personnes)		COGEST	50,40	0,00	50,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,40	0%
06 Autres frais de fonctionnement		COGEST	8,10	8,20	-0,10	0,45	0,45	0,45	0,45	1,80	0,00	-1,90	123%
07 Fonctionnement des structures		COGEST	4,50	6,22	-1,72	0,52	0,52	0,52	0,52	2,08	0,00	-3,80	184%
08 Fonctionnement des AT		REGIE	26,00	6,31	19,69	0,00	0,76	0,62	0,00	1,38	17,71	0,60	98%
09 Frais administratifs Assistants		REGIE	0,00	-1,30	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,30	7%
04 Audit et Suivi et Evaluation			84,00	18,38	65,62	23,89	11,11	0,00	0,00	35,00	26,11	4,51	95%
01 Evaluation		REGIE	50,00	0,63	49,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,11	23,26	53%
02 Suivi (Est)		REGIE	10,00	0,00	10,00	23,89	0,00	0,00	0,00	23,89	0,00	-13,89	239%
03 Audit		REGIE	24,00	17,75	6,25	0,00	11,11	0,00	0,00	11,11	0,00	-4,86	120%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-0,16	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-0,16	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	7%
99 Conversion rate adjustment		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
		REGIE	1.572,75	817,67	755,08	92,02	89,70	122,11	86,40	390,23	233,82	131,03	92%
		COGEST	2.105,70	1.081,75	1.023,95	144,11	224,04	239,99	134,71	742,85	125,46	155,64	93%
		TOTAL	3.678,45	1.899,42	1.779,03	236,13	313,74	362,10	221,11	1.133,08	359,28	286,67	92%



Financial Planning of BEN0801611 Printed on zondag 29 januari 2012

page: 3

Remarque

Le budget initial d'AIMAEP passe de 3.500.000 euros à 3.678.451,93 euros grâce à une augmentation budgétaire de 178.451,93 euros suite à un échange de lettres relatif au transfert des fonds du projet FAFA Mono Couffo au projet AIMAEP. Au cours de l'exercice 2012, un second échange de lettres d'un montant total d'un million d'euros est attendu afin d'exécuter le résultat n°8 du cadre logique d' AIMAEP (institutionnalisation de l'ABSSA).

7.5.3. PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS 2012

PROJET : BEN 08 01 611 AIMAEP

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type du marché	Devise	Montant CFA (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgétaire	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Milestones (réalisés ou planifiés)				
													Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
	Elaborer le document de stratégie de développement des ressources humaines	Elaborer le document de stratégie de développement des ressources humaines	Services	CFA	10 000 000	15 245	Cogestion	A_02_02	A déterminer	Appel d'offres	Non entamé		12/02/12	15/03/2012 au 2/05/2012	5-mai	8/06/2012 au 08/7/2012	08/07/12
	Etude sur un le mécanisme léger et souple de mobilisation des ressources financières au niveau des CeRPA	Etude sur un le mécanisme léger et souple de mobilisation des ressources financières au niveau des CeRPA	Services	CFA	9 900 000	15 092	Cogestion	A_05_02	A déterminer	Appel d'offres	Non entamé		15/01/12	17/01/2012 au 5/02/2012	8-févr.	4/02/2012 au 18/03/2012	18/03/12
	Edition du PSRSA et documents connexes	Multiplication du PSRSA et documents connexes	Services	CFA	15 000 000	22 867	Cogestion	A_07_04	A déterminer	Appel d'offres	Non entamé		25/01/12	26-janv.	15-févr.	16/02/2012 au 16/03/2012	17/03/12
	Elaborer les plans d'action nationaux de développement de trois filières (y incluant le mapping et schéma de financement)	Elaborer les plans d'action nationaux de développement de trois filières (y incluant le mapping et schéma de financement)	Services	CFA			Cogestion	A_07_03				Après la lettre d'échange					
	Acquisition de deux véhicules (sur la contrepartie)	Fourniture de deux véhicules	Fournitures	CFA	50 000 000	76 225	Contrepartie	24	A déterminer	Appel d'offres	Non entamé						
	Acquisition de 43 ordinateurs et onduleurs (sur la contrepartie)	Fournitures de de 43 ordinateurs et onduleurs pour les CeRPA et CeCPA	Fournitures	CFA	35 000 000	53 357	Contrepartie	24	A déterminer	Appel d'offres	Non entamé						
		TOTAL			119 900 000	182 786											